

# services PUBLICS

## Un automne de grèves et de mobilisations !

Plus de 4000 salarié-e-s de la fonction publique et parapublique fribourgeoise ont participé à la journée de grève du 1<sup>er</sup> octobre. Après la manifestation massive du 2 octobre, leurs collègues vaudois-es durciront le ton les 18 et 25 novembre. **EN PAGE 10**

### Sabordage patronal

**3** POINT FORT – Le projet de loi du Conseil fédéral en vue de concrétiser l'initiative pour des soins infirmiers forts est absolument insuffisant au regard des besoins. Il est pourtant jugé trop contraignant par les employeurs.

### Capitalisme en crise

**6-7** ENJEUX – Depuis la crise financière mondiale de 2007-2008, les classes dominantes ont déployé plusieurs stratégies visant à répondre à la situation de crise historique et à reconstruire un ordre mondial. Décryptage.

### Maintien de l'ordre

**9** SUISSE – Malgré la succession de scandales qui touchent l'armée, le Parlement vient de lui octroyer un crédit de 1,7 milliard de francs dans le cadre du programme d'armement 2025, pour augmenter les moyens de maintenir l'ordre.

**NON**  
À L'AUSTÉRITÉ!



## L'image de Valdemar Verissimo

2 octobre 2025 à Lausanne. La manifestation contre l'austérité est massivement suivie par plus de 15 000 participant-e-s. Les syndicats appellent à des journées de grève partout où c'est possible et d'actions les 18 et 25 novembre prochains.

Les salarié-e-s venu-e-s de tous les secteurs professionnels, ainsi que les usagers-ères ont exprimé leur colère face à un Conseil d'État qui détruit des services essentiels pour la population du canton.

## Éditorial

# Défendre le bien commun

Les attaques aux services publics et parapublics sont violentes et se déroulent à différents niveaux, mais avec une logique de fond semblable. Elle repose sur la défense des intérêts privés d'une minorité, contre ceux de la majorité de la population. Eux contre nous.

Sur le plan fédéral, les chambres vont débattre prochainement du programme d'allègement budgétaire 2027 qui vise à économiser 2,4 milliards de francs en 2027 et 3 milliards en 2028 et 2029. Relevons au passage qu'en raison des prévisions de recettes systématiquement pessimistes, les écarts par rapport au budget se sont montés à 2,6 milliards de francs en moyenne pour la période 2005-2021, soit davantage que ce que la Confédération dit vouloir économiser en 2027!

Cet argument de bon sens ne démonte évidemment pas le Conseil fédéral qui entend imposer ses coupes et s'attaquer aux besoins sociaux de la population: formation, protection de l'environnement, places de crèche, protection des victimes de violence. Elles surviennent après une série de baisses d'impôts colossales au bénéfice des grandes entreprises (premier et deuxième volets de la réforme de l'imposition des entreprises, RFFA) qui ont privé

les finances fédérales de plusieurs milliards de francs – bien davantage que ce qu'elle compte économiser aujourd'hui – au profit des actionnaires.

Par ailleurs, le Conseil fédéral ne fait aucun mystère du fait que ces attaques ne

sont pour lui qu'un début. Il affirme en effet tranquillement que, malgré ces coupes massives, «il faudra s'attendre à partir de 2029 à de nouveaux déficits structurels de plusieurs milliards dus, pour l'essentiel, à la forte croissance des dépenses de l'armée<sup>1</sup>». Les choix politiques sont ici clairement assumés: il s'agit de prendre des moyens destinés à satisfaire des besoins de la population pour les consacrer au réarmement, qui est utilisé à des fins de maintien de l'ordre social (voir en page 9).

Le programme d'allègement budgétaire constitue à bien des égards un report de charges sur les cantons (ainsi que sur les communes et la population). Or, d'une part, 60% d'entre eux prévoient

un déficit pour l'année prochaine<sup>2</sup> et donc des mesures d'austérité contre les services publics – malgré des fortunes souvent substantielles (590 millions pour Fribourg, 2 milliards pour le canton de Vaud). Comme sur le plan fédéral, les

déficits dans les cantons sont la conséquence de baisses fiscales au bénéfice des privilégié-e-s. Les employé-e-s de la fonction publique et parapublique, ainsi que la population, doivent ainsi payer pour les baisses d'impôts dont ont bénéficié quelques-un-e-s. Il s'agit de rien de moins qu'un transfert de richesses.

D'autre part, même lorsque les cantons ne mènent pas de politiques d'austérité, leur transférer des charges auparavant assumées par la Confédération est bénéfique pour les plus favorisé-e-s car la progressivité des impôts cantonaux est moindre que celle des impôts fédéraux. Il s'agit en effet là de l'arrière-plan des attaques fédérales et cantonales: réduire ou annihiler tout élément propre à construire

une solidarité sociale, qui passe par une contribution proportionnelle aux moyens de chacun-e pour financer les services essentiels aux besoins de la collectivité et qui sont constitutifs de droits égaux pour tou-te-s.

La droite et le patronat sont à l'offensive avec leurs programmes d'austérité à tous les étages. Ils développent leur vision de la société qui vise à faire prévaloir les intérêts privés d'une minorité sur ceux de la majorité. Notre conception doit réaffirmer la nécessité de la solidarité et ne peut passer que par la mobilisation, comme l'ont montré les 4000 grévistes de Fribourg le 1<sup>er</sup> octobre, ou les 15 000 participant-e-s à la manifestation du 2 octobre à Lausanne, qui vont poursuivre la lutte en novembre avec des grèves. Leurs collègues genevois-es se mettront également en mouvement à partir du 30 octobre, alors que les personnels de santé manifesteront le 22 novembre prochain. Le nombre est notre force, et celle-ci se sent dans les cortèges: grèves et mobilisations, c'est ça la solution! ■

<sup>1</sup> <https://www.efd.admin.ch/fr/programme-allegement-budget-2027>

<sup>2</sup> *Le Courrier*, 8 octobre 2025.

ALEXANDRE  
MARTINS  
RÉDACTEUR

Le Conseil fédéral a mis en discussion son projet de loi pour concrétiser l'initiative pour des soins infirmiers forts. Un projet largement insuffisant pour les syndicats et jugé trop contraignant par les employeurs.

# Sabordage patronal

BEATRIZ ROSENDE . SECRÉTAIRE CENTRALE SSP

Tous les syndicats ont expliqué que ce projet de loi (dont le sigle est LCTSI) était lacunaire à tous les niveaux: aucune règle pour définir les dotations nécessaires garantissant la sécurité des soins, pas le moindre mécanisme de financement supplémentaire pour garantir des soins de qualité et surtout pas de perspective pour améliorer les conditions de travail. Le contenu du projet de loi est simple à résumer: les employeurs devraient respecter le Code des obligations, la Loi sur le travail et quelques usages déjà ancrés dans le fonctionnement du secteur. Le projet prévoit quand même de réduire l'amplitude pour la planification de la semaine de travail à 45 heures au lieu des 50 actuelles.

Les associations d'employeurs ont également pu commenter ce projet de loi, notamment dans le cadre d'auditions, suivies d'une table ronde avec lesdits partenaires sociaux (l'USS représentait le SSP), organisées par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique. Le résultat des débats figure désormais dans un rapport écrit qui est classé confidentiel. Pour connaître les positions des employeurs, il faut décortiquer les 2325 pages consultables sur le site de la Confédération<sup>1</sup>.

**MÉDECINS.** Représentés par la FMH: la prise de position des médecins est rapide. Aucun commentaire sur la LCTSI ne figure sur la version transmise à l'autorité fédérale.

**EMS.** Artiset<sup>2</sup> demande que les tarifs (donc nos primes) soient rehaussés si l'entrée en vigueur de la LCTSI devait générer des dépenses supplémentaires. Ensuite, la faïtière enchaîne sur un argument phare des employeurs: la LCTSI empêche les semaines de travail de 6 jours de suite, qui seraient pourtant une exigence du personnel: «Il s'agit d'un souhait explicite des membres du personnel, en particulier de ceux qui habitent dans des régions frontalières, ont deux domiciles ou doivent concilier famille et travail», rapporte cette faïtière. Dans le même ordre d'idées, elle déclare que la limitation de la durée du travail à 42 heures serait insupportable pour leurs finances. Elle va jusqu'à s'opposer à la comptabilisation du temps d'habillement comme temps de travail, alors qu'il s'agit d'une obligation légale confirmée par le Seco. Enfin, pour Artiset, la loi a un point positif car elle autorise les partenaires sociaux à déroger aux dispositions légales en défaveur des salarié-e-s.

**HÔPITAUX.** La faïtière H+ a aussi pris position et estime que la LCTSI entraînerait des coûts supplémentaires considérables et une charge administrative accrue. Comme pour les autres employeurs, l'obligation de négocier une CCT serait une contrainte excessive, qui serait même

une des principales causes de la pénurie de personnel qualifié et de bureaucratie dans le secteur de la santé. Pour rappel, la loi obligerait en effet à entrer en négociation, mais elle n'oblige pas à conclure une CCT. Nuance importante! Et comme tous les employeurs, H+ regrette que la loi interdise les semaines de 6 jours de suite.

**SOINS À DOMICILE.** Ces associations d'employeurs, publiques et privées, se disent aussi soucieuses du manque de financement pour mettre en œuvre le projet de loi fédérale. Si elles rejettent également l'interdiction de la semaine de 6 jours, elles se montrent en revanche séduites par les possibilités de déroger à la loi avec les CCT, un des objectifs principaux des employeurs. Précisons que la loi n'interdit pas les 6 jours, elle limite à 45 heures la durée maximale (en plus, le calcul se fait en moyenne sur deux semaines...).

**ASSUREURS.** Santésuisse se déclare très réfractaire à toute ingérence de la Confédération dans l'organisation du travail. Cette faïtière défend également la possibilité de déroger à la loi par CCT: «Les réglementations des conventions collectives de travail sont dans tous les cas préférables aux prescriptions légales. Elles correspondent à l'orientation fondamentalement libérale du droit du travail suisse, un facteur de succès essentiel de l'économie suisse.»

En résumé, le Conseil fédéral et les associations d'employeurs du secteur santé se moquent éperdument du résultat du vote sur l'initiative des soins et des personnels de santé. ■

<sup>1</sup> <https://www.bag.admin.ch/fr/deuxieme-etape-procedure-de-consultation-concernant-la-loi-federale-sur-les-conditions-de-travail-dans-le-domaine-des-soins-infirmiers-lctsi-ainsi-que-la-modification-de-la-loi-sur-les-professions-de-la-sante-ipsan#Prises-de-positions-re%C3%A7ues>. Ces prises de position commentent l'avant-projet de loi mis en consultation en 2024. La traduction des versions disponibles uniquement en allemand a été faite par nos soins.

<sup>2</sup> ARTISET est la fédération des associations de branche CURAVIVA, INSOS et YOVIVITA.

## Contexte

### RENTABILITÉ OU SERVICE PUBLIC?

Parmi ses trop nombreux défauts, la LCTSI ne prévoit aucun financement public supplémentaire pour valoriser les soins infirmiers en termes de salaire, formation et conditions de travail. Si l'idée sous-jacente de cette absence de financement fédéral était que les hôpitaux parviendraient à financer les améliorations nécessaires grâce aux tarifs versés par les assureurs, on nage en plein délire. À l'heure actuelle, les hôpitaux publics sont dans des situations d'étranglement en raison du système de financement à l'acte (DRG) qui induit, notamment, des tarifs insuffisants pour le secteur public. La faïtière des hôpitaux H+ (qui représente aussi, et surtout, les cliniques privées) estime que les activités hospitalières ambulatoires sont sous-financées de 25%. Il en résulte des déficits structurels et des mesures d'économies qui se succèdent pour les hôpitaux publics (la liste serait longue, mentionnons ici uniquement les 15 millions d'économies à l'hôpital fribourgeois et les 24 millions prévus par le Conseil d'État vaudois pour le CHUV). Dans un article faisant par ailleurs l'éloge des hôpitaux privés (en oubliant seulement de mentionner que ces derniers sélectionnent des patient-e-s si possible «rentables»), un analyste financier de la Banque cantonale de Zurich, Patrick Hasenböhler, affirme ainsi: «Le problème structurel, ce sont les tarifs trop bas. Idéalement, les hôpitaux devraient dégager au moins 10% de marge, ce qui assurerait leur stabilité<sup>1</sup>», alors que seules les cliniques privées y parviennent! Augmenter les tarifs augmenterait ainsi leurs profits. La facture se répercuterait sur les assuré-e-s, puisque ce sont en partie nos primes qui financent les dépenses de santé. La solution n'est évidemment pas à chercher dans cette direction. De son côté, prio.swiss (nouveau nom de la faïtière unique des assureurs) veut redéfinir la planification hospitalière (une tâche qui revient aux cantons) et considère que le problème réside dans le manque de coordination entre cantons qui conduit les hôpitaux à ne pas atteindre les «quotas d'opération<sup>2</sup>». Suivre cette voie mène directement à des suppressions de postes et/ou des fermetures d'hôpitaux. Hausse des primes ou suppressions de postes: pour sortir de cette logique démente, il est urgent et nécessaire de se mobiliser et de revendiquer une reprise en main publique du système de santé. ■

<sup>1</sup> L'Agefi, 12 septembre 2025.

<sup>2</sup> Bilan, octobre 2025.

## Sur le vif

### SOUFFRANCE ET COLÈRE

Les récentes mobilisations contre les mesures d'austérité cantonales, à Fribourg le 1<sup>er</sup> octobre et à Lausanne le lendemain, ont montré une nouvelle fois le fossé qui sépare les politiques patronales de la branche des conditions de travail réelles des personnels de santé: «Nous travaillons douze heures trente chaque jour et nous faisons encore des heures supplémentaires. La qualité des moyens que nous avons en ce moment se détériore. Il y a une pénurie de personnel inadmissible qui nous oblige à donner 150% de nos capacités.»

«On ne peut plus donner de soins de qualité, on voit des erreurs passer, on n'a pas le temps de les gérer parce qu'on n'a pas assez d'effectifs. Il nous arrive de faire des journées à 12 patient-e-s pour une infirmière avec une ASSC, cela s'est déjà produit à plusieurs reprises à cause d'absentéismes ou autre.»

«Faire des économies sur les services publics, sur la santé, c'est payer le prix cher pour demain. C'est augmenter l'absentéisme, les burn-out, les erreurs médicales, les démissions. C'est fragiliser tout un système qui tient encore. Mais la question maintenant, c'est: pour combien de temps?»

«Cela fait presque six ans que je fais ce métier, je suis encore un jeune infirmier, j'ai beaucoup de choses à apprendre, mais, pour la première fois de ma vie, je suis vraiment en train de réfléchir pour savoir si je vais poursuivre. C'est triste parce que j'adore ce que je fais. Je demande qu'on nous donne les conditions pour ne pas penser comme ça et pour pouvoir continuer à faire ce que nous aimons.»

«Il y a cinq ans, on nous applaudissait. Aujourd'hui, on nous fait les poches.»

«Tout ce qu'on demande, c'est d'avoir le temps d'effectuer nos soins, de parler aux patient-e-s, de leur expliquer leur état de santé, de les écouter et maintenant, on n'a franchement pas le temps de le faire et c'est triste. C'est pour ça qu'on est là. On se bat et on ne va pas s'arrêter!»

Pour continuer la lutte et imposer le point de vue du terrain et de ses besoins, toutes et tous à Berne, le samedi 22 novembre à 14 h 15 pour occuper la Place fédérale! ■

#### MOBILISATION DES PERSONNELS DE SANTÉ



Le 22 novembre 2025, occupons la Place fédérale!

GENÈVE APPEL À LA MOBILISATION

## NON AUX MESURES D'AUSTÉRITÉ!

L'Assemblée du personnel de l'État et du secteur subventionné, réunie le 13 octobre, a voté à l'unanimité moins une abstention une résolution appelant à la mobilisation. Considérant:

- la promesse du Conseil d'État que les récentes baisses d'impôts n'auraient pas de conséquence sur les services publics et leurs prestations (475 millions perdus, soit une somme proche du déficit de 409 millions annoncé pour 2026);
- la suppression prévue des annuités non seulement pour 2026 mais également pour les trois années suivantes (Plan financier quadriennal 26-29), à laquelle s'ajouterait dès 2027 la suppression du doublement du dernier salaire avant le départ à la retraite;
- que l'indexation n'a jamais été accordée entièrement depuis 2021;
- les mesures d'économies imposées dans le PFQ 26-29 touchant des secteurs déjà sinistrés comme les HUG ainsi que le plan d'économies supplémentaire annoncé pour le printemps 2026;
- que les postes inscrits ne seront pas suffisants pour maintenir la qualité des prestations et permettre de résorber les problèmes déjà existants, dont les retards dans certaines délivrances de prestations;
- la suppression de l'indexation des subsides d'assurance-maladie ainsi que la réduction des montants de leur barème, ce qui impactera la population, dont de nombreuses personnes employées de l'État et du secteur subventionné;

■ que les prévisions économiques du canton par le Groupe de perspectives économiques (GPE) pour l'année 2025 et l'année 2026 annoncent désormais une croissance du PIB de 1,6% en 2025 et 1,2% en 2026, soit une prévision meilleure que celle sur laquelle se base le projet de budget (juin 2025). L'Assemblée du personnel exige:

- le respect des mécanismes salariaux avec l'octroi des annuités pour les quatre prochaines années;
  - une indexation des salaires à 2,5% pour 2026, pour faire face à l'inflation et l'augmentation du coût des primes d'assurance-maladie;
  - l'octroi des postes en adéquation avec les besoins réels afin de garantir la qualité du service public;
  - le retrait du plan d'économies annoncé afin de préserver les conditions de travail, les salaires et les prestations publiques à la population.
- L'Assemblée confirme ainsi la décision de l'AD du 9 octobre dernier et, sous réserve de réponses positives aux exigences formulées, appelle l'ensemble des collègues de l'État et des entités subventionnées à rejoindre une manifestation le jeudi 30 octobre à 18 h (parcours à préciser, restez attentifs-ves aux communications du Cartel). À la suite de cette manifestation, et dans le cas où aucune réponse ne serait apportée à nos revendications, l'Assemblée du personnel donne mission aux instances du Cartel d'organiser une grève à mi-novembre. ■

**SSP . RÉGION GENÈVE  
CARTEL INTERSYNDICAL DU PERSONNEL DE  
L'ÉTAT ET DU SECTEUR SUBVENTIONNÉ**

FRIBOURG PROGRAMME D'AUSTÉRITÉ ADOPTÉ

## CONTRE LE PERSONNEL ET LES USAGERS

Malgré une fortune de 590 millions de francs et 11 exercices comptables bénéficiaires consécutifs, le Grand Conseil a adopté le vendredi 10 octobre un programme d'austérité drastique. Le Parlement est resté sourd à l'opposition massive du personnel, qui s'est mobilisé en nombre à trois reprises contre le Programme d'assainissement des finances de l'État (PAFE): 2500 salarié-e-s ont manifesté le 4 juin et ils-elles étaient 3000 le 24 septembre. Quant à la journée d'actions et de grève du mercredi 1<sup>er</sup> octobre, elle a réuni 4000 employé-e-s du service public et parapublic. Le PAFE, c'est un plan d'austérité qui se fait sur le dos du personnel et des usagers-ères. Les coupes salariales et autres mesures touchant le personnel représentent 65% de l'ensemble du total des mesures d'économies, et pas 35% comme veut le faire croire le gouvernement. Les pertes salariales seront massives: une infirmière ou une enseignante primaire perdront 10 000 francs sur trois ans! Les mesures d'économies frappent encore plus fortement le personnel de santé: moratoire de trois ans sur la revalorisation des fonctions de la santé – alors que le Conseil d'État s'était engagé à statuer sur

les demandes de revalorisation «avant la fin de l'été» – ou gel des indemnités. De nouvelles coupes budgétaires sont prévues à l'HFR et au RFSM, alors que ces établissements peinent, déjà maintenant, à assurer leur mission de service public. Tout cela, pour épargner les privilégié-e-s. Depuis le dernier plan d'économies, le Conseil d'État a multiplié les cadeaux fiscaux à l'intention des actionnaires et des plus fortuné-e-s. Manque à gagner pour l'État: 200 millions de francs chaque année! Avec un tel montant, il y aurait largement de quoi éviter le PAFE, et même renforcer considérablement les prestations à la population ou améliorer les conditions de travail du personnel. Dorénavant, celles et ceux qui s'opposent au démantèlement des salaires et des prestations publiques doivent se poser, collectivement, la question du référendum. Car, si le PAFE passe, c'est la garantie d'une austérité sans fin. De nouvelles mesures, encore plus fortes, sont prévues dans le PAFE pour les années à venir. Il est donc urgent de dire non au PAFE, mais aussi à la logique générale d'austérité du gouvernement. ■

**SSP . RÉGION FRIBOURG**

VAUD ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS DE LA CPEV

## DÉSINVESTISSEMENT DES OBLIGATIONS ISRAËLIENNES!

Les délégué-e-s de la Caisse de pensions de l'État de Vaud (CPEV) ont exigé le désinvestissement immédiat et complet de toutes les obligations de l'État d'Israël ainsi que des entités qui soutiennent son appareil militaire ou sécuritaire.

Depuis la publication de l'ordonnance de la Cour internationale de justice (CIJ) le 26 janvier 2024, le risque plausible de génocide commis par Israël à l'encontre de la population palestinienne est attesté. Il a depuis été confirmé par de nombreuses organisations internationales (Human Rights Watch, Amnesty International, Médecins sans frontières) ainsi que par des ONG israéliennes (B'Tselem, Physicians for Human Rights).

Nous sommes tou-te-s témoins du génocide en cours, de ces crimes contre l'humanité et nous nous devons d'agir. Les syndicats Sud, SSP – Région Vaud, accompagnés dans leurs démarches par l'Association suisse des avocat-e-s pour la Palestine (ASAP) ont donc fait adopter les principes suivants lors de l'Assemblée des délégué-e-s de la CPEV du 25 septembre:

- Désinvestissement immédiat et complet de toutes les obligations liées aux violations du droit international en Palestine. En cela, il est apparu évident que la gravité de la situation en Palestine exige un examen urgent des politiques d'investissement de la CPEV à la lumière de ses principes d'investissement responsable et de ses obligations juridiques en tant qu'institution de droit public<sup>1</sup>.
- Les délégué-e-s exigent de la CPEV qu'elle procède à un désinvestissement complet de toutes les obligations de l'État d'Israël ainsi que de toute entité soutenant son appareil militaire ou sécuritaire, qu'elle mette en place une méthodologie d'exclusion rigoureuse visant à interdire tout investissement dans les entreprises impliquées dans des violations du droit international dans les territoires palestiniens occupés, en s'appuyant notamment sur la liste noire des Nations Unies, la liste d'exclusion du Fonds souverain norvégien ou toute autre source reconnue en matière de droits humains et de droit international.

■ Devoir de transparence: L'Assemblée a par ailleurs affirmé le devoir de transparence concernant l'ensemble de leurs investissements. Or, la CPEV a refusé de répondre à une demande d'information formulée par un affilié et ne fournit pas de visibilité complète sur ses investissements en Israël, estimés à 7,4 millions de francs. Nous exigeons donc que la Caisse rende compte de manière exhaustive à la société civile de ces placements. À noter qu'une requête similaire a déjà été soumise au Grand Conseil vaudois, et qu'un recours a été déposé au Préposé au droit à l'information pour que la Caisse fasse suite à la demande de transparence de l'affilié en question.

Cette démarche fait suite à plusieurs résolutions syndicales portées par les membres de ces associations, et s'aligne sur de multiples interventions des représentant-e-s des travailleuses et travailleurs au sein des caisses de pension publiques, telles qu'à Genève, Fribourg ou au Tessin, ainsi que d'interventions parlementaires, dans ces mêmes cantons.

Par ailleurs, nombre de syndicats, en collaboration avec l'ASAP, travaillent à mettre la Suva face à ses responsabilités dans les violations du droit international et la commission du génocide à Gaza par Israël.

Ces engagements sont représentatifs de l'opinion publique et en particulier de celle des travailleuses et travailleuses cotisant-e-s de ces caisses et assurance, qui estiment qu'il est intolérable de se rendre indirectement complices des atrocités commises à Gaza au nom de la rentabilité. ■

**SSP . RÉGION VAUD, SUD, ASSOCIATION  
SUISSE DES AVOCAT-E-S POUR  
LA PALESTINE**

<sup>1</sup> Pour rappel, l'article 5 alinéa 4 de la Constitution fédérale oblige l'État à respecter le droit international, tandis que l'article 6 alinéa 2 de la Constitution vaudoise lui impose de protéger la dignité, les droits et les libertés des personnes, et de promouvoir justice et paix dans toutes ses actions.

NEUCHÂTEL INFORMATIONS ET ÉCHANGES

## JOURNÉE SYNDICALE DES ENSEIGNANTS

La Journée syndicale des enseignant-e-s aura lieu le mercredi 5 novembre dès 8 h 15 (accueil-café à partir de 7 h 45) à la Maison du Peuple à La Chaux-de-Fonds (rue de la Serre 68). Au programme, informations syndicales, pistes pour revaloriser la profession enseignante et conférence de Pascal Carron (enseignant secondaire 1 et 2, docteur en sciences de l'éducation, chercheur, ancien didacticien des mathématiques et formateur d'adultes dans le domaine Technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement – TICE, intervenant en formation initiale et continue à l'enseignement) intitulée «IA & l'enseignement: de l'inévitable à l'acceptable?». L'après-midi, une rencontre avec des député-e-s permettra aux enseignant-e-s de

partager leurs préoccupations (fin de la journée à 16 h 15). Merci de vous inscrire pour l'après-midi et le repas (plat végétarien indien, 20 francs) d'ici au 31 octobre: [neuchatel@ssp-vpod.ch](mailto:neuchatel@ssp-vpod.ch)

Le programme détaillé est disponible sur le site du SSP – Région Neuchâtel: <https://neuchatel.ssp-vpod.ch/> Vous avez droit à un congé payé pour participer à la journée syndicale des enseignant-e-s, qui est ouverte aux membres et aux non-membres (à noter que le fait d'être membre du SSP est une donnée strictement confidentielle). N'hésitez pas à transmettre cette invitation à vos collègues! ■

**SSP . RÉGION NEUCHÂTEL**

Le Collectif genevois des enseignant-e-s pour le climat et la biodiversité lie lutte sociale et lutte écologique. Un exemple à suivre.

# Écosyndicalisme

**MATHILDE MOTTET**  
SECRÉTAIRE SSP . RÉGION  
GENÈVE

Plusieurs enseignant-e-s genevois-es membres du SSP sont dans le Collectif des enseignant-e-s pour le climat et la biodiversité. Créé dans l'élan des grèves pour le climat en 2019, ce collectif de profs du primaire, du secondaire et du supérieur s'est dit que ces jeunes qui faisaient grève tous les vendredis, peut-être qu'ils-elles tenaient un truc. Peut-être que quand ils-elles exprimaient leur peur de ne pas avoir de futur, il fallait les écouter plutôt que de leur faire la leçon, rôle que des politicard-e-s de droite en costume se sont empressé-e-s d'endosser en leur disant «Vous n'avez rien compris, c'est dans les iNsTitUtlonS qu'on change des choses». Il est vrai que ça a vachement l'air de marcher.

**FAIRE SON MÉTIER DANS UN MONDE QUI BRÛLE?** Ces profs se sont dit que c'était même le rôle de l'école publique de parler de nos autorités qui n'agissent pas à la mesure de la catastrophe climatique, des banques suisses qui financent le réchauffement de la planète ou de justice climatique et sociale. Pas d'idéologie là-dedans: c'est une question pragmatique. Comment enseigner si l'air devient irrespirable, si les crues de l'Arve inondent la ville régulièrement, si les vagues caniculaire s'accroissent, si les infrastructures

existantes ne suffisent plus pour accueillir tou-te-s les enfants réfugié-e-s climatiques?

Ces profs se sont organisé-e-s sur leur lieu de travail pour le climat et la biodiversité parce qu'il n'est pas possible de faire son métier dans un monde qui brûle. C'est de l'écosyndicalisme: le travail syndical intègre l'écologie, et l'écologie intègre la défense des intérêts des travailleuses dans la lutte pour une rupture fondamentale avec le système capitaliste, colonial et patriarcal. L'écosyndicalisme n'a pas été inventé en 2019: les travailleuses des mines de la multinationale Rio Tinto, en Andalousie en 1888<sup>1</sup> – 200 d'entre elles seront fusillé-e-s par l'armée nationale – ou les communautés indigènes d'Amérique latine ont montré la voie à suivre en liant de manière avant-gardiste luttes sociales et écologiques contre l'extractivisme (néo)colonial.

## LIER LUTTE SOCIALE ET LUTTE ÉCOLOGIQUE.

Évidemment, s'organiser dans une mine ou dans une salle de classe n'est pas vraiment la même chose. En effet, les services publics ne mettent pas en péril notre avenir. Au contraire: pour répondre aux besoins des populations, il nous faut plus de transports publics, plus de profs, plus de professionnel-le-s de la santé, plus

de travailleuses sociales-aux. Ce qui met vraiment en péril notre avenir, c'est la production capitaliste. C'est le pillage des ressources, c'est la suppression de milieux naturels, c'est la pollution des sols et des nappes phréatiques, c'est l'augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> qui réchauffe notre air et nos mers. Le monde brûle parce que ceux-elles qui possèdent ne sont motivé-e-s que par l'augmentation de leurs profits. Profits qui sont ensuite investis dans l'industrie fossile (ciment, pétrole, etc.), mais surtout dans la grande machine pour produire encore plus de profits. Mais leurs profits, c'est nous qui les gé-nérons car ils ne sont rien de plus que l'expropriation de la valeur ajoutée de notre travail. C'est là que l'écosyndicalisme prend tout son sens: quand notre travail a un impact sur notre planète, on ne peut plus séparer la lutte sociale de la lutte écologique. Et lorsqu'on se rend compte que la mobilisation des travailleuses du monde entier permettrait l'arrêt d'un système destructeur, on tient notre solution. Il va donc falloir faire preuve d'une solidarité internationale, intergénérationnelle et interprofessionnelle sans faille pour qu'aucun-e travailleur-euse n'ait à choisir entre un revenu aujourd'hui ou une vie demain.

**ROMPRE AVEC LE PRODUCTIVISME.** Être écolo au boulot, c'est se syndiquer. Avec les syndicats, on peut construire un rapport de force pour gagner une vie meilleure pour tou-te-s dans un environnement sain. La défense de ce monde sain n'est, par contre, pas compatible avec une forme de croissance économique. Le syndicalisme doit rompre clairement avec le productivisme.

On a besoin de syndicats qui s'engagent pour la relocalisation économique en Suisse, pour le financement de formations et de reconversions professionnelles pour les travailleuses actifs-ves dans des domaines polluants voués à disparaître; de syndicats qui luttent contre la pollution industrielle, pour la baisse du temps de travail sans baisse de salaire, pour la sécurisation des emplois écologiques et socialement utiles, comme ceux des services publics. Cette transformation écologique et sociale nécessaire, l'Initiative pour l'avenir propose de la financer en faisant passer à la caisse les plus grand-e-s responsables et profiteurs-euses de la crise climatique. La population avec le droit de vote se prononcera le 30 novembre. L'USS, elle, a décidé de ne pas soutenir explicitement cette initiative et rate ainsi le coche de l'écosyndicalisme<sup>2</sup>. ■

<sup>1</sup> G. Chastagneret, *De fumées et de sang: pollution et massacre de masse en Andalousie au XIX<sup>e</sup> siècle*, Casa de Velazquez, 2017.

<sup>2</sup> Tu t'intéresses à l'écosyndicalisme et tu es membre du SSP – Région Genève? Contacte-moi (m.mottet@sspge.ch) pour participer au groupe «écosyndicalisme»! Prochaine séance le 19 novembre à 19 h (rue des Terreaux-du-Temple 6)

## Le trait de Vincent



## Agenda militant

### MANIFESTATION LES PEUPLES AVANT LES PROFITS GENÈVE

Dimanche 19 octobre, 14 h  
Poste du Mont-Blanc (rue du Mont-Blanc 18)

### RETRAITÉ-E-S DU SSP EN CAMPAGNE POUR DES SOINS DE QUALITÉ LAUSANNE

Échange avec Beatriz Rosende, secrétaire centrale SSP, et Jean-François Marquis, membre du groupe de travail de campagne  
Mercredi 29 octobre, de 18 h 30 à 20 h 30  
Maison du Peuple, salle Liliane Valceschini (place Chauderon 5)

### RETOUR SUR LA 1<sup>RE</sup> GUERRE MONDIALE LAUSANNE

Débat avec Robert Lochhead  
Mercredi 29 octobre, 20 h 15  
Maison du Peuple, salle Rosa Luxemburg (place Chauderon 5)  
Organisation: cercle de débats Rosa Luxemburg

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES EMPLOYÉ-E-S DES SERVICES PUBLICS ET PARAPUBLICS LAUSANNE

Jeudi 30 octobre, 18 h  
Salle du Cazard (rue Pré-du-Marché 15)

### SÉMINAIRE SUR LE «PLAN DE MESURES DU PLAN CLIMAT 2030» GENÈVE

Samedi 1<sup>er</sup> novembre, de 9 h à 13 h  
À l'Espace, Tiers-lieu d'après (ch. du 23-Août 1)  
<https://climatgeneve.ch/seminaire.html>

### LA LAMAL: FONCTIONNEMENT ET BILAN GENÈVE

Soirée de discussion avec Jean Blanchard, MPF, et Ruth Dreyfuss, ancienne conseillère fédérale  
Mercredi 5 novembre de 18 h à 20 h  
Grande salle de l'Avivo (rue de Lyon 97, 2<sup>e</sup> étage)

### LE SAVOIR ET L'ENSEIGNEMENT A L'ÉPREUVE DES IA LAUSANNE

Journée de réflexion, avec Bilel Benbouzid, sociologue et maître de conférences à l'Université Gustave Eiffel, et Christophe Cailleaux, enseignant et militant SNES-FSU  
Samedi 15 novembre, de 9 h à 16 h  
Gymnase de la Cité (place de la Cathédrale 1)  
Inscription: le-poulpe-numerique@proton.me

## Impressum

JOURNAL DESTINÉ AUX MEMBRES DU SSP  
PARAIT TOUTES LES 3 SEMAINES

### ÉDITEUR RESPONSABLE

SSP-VPOD  
Natascha Wey  
Secrétaire générale  
Case postale 8422  
8036 Zurich  
[www.ssp-vpod.ch](http://www.ssp-vpod.ch)

### RÉDACTEUR RESPONSABLE

Alexandre Martins  
Case postale 1360  
1001 Lausanne  
Tél. 021 340 00 00  
E-mail: [journal@ssp-vpod.ch](mailto:journal@ssp-vpod.ch)

### IMPRESSION

Atar Roto Presse SA, Genève



Suite de l'article publié dans *Services Publics* du 26 septembre 2025: exploration des diverses réponses avancées par les classes dirigeantes.

# Capitalisme en crise (II): réponses concurrentes

ARIS MARTINELLI  
MEMBRE SSP, CHARGÉ  
DE RECHERCHE À LA  
HAUTE ÉCOLE DE TRAVAIL  
SOCIAL ET DE LA SANTÉ  
LAUSANNE (HETS) |  
HES-SO

KEYSTONE . PHOTOS  
ERIC ROSET . PHOTO

Dans un capitalisme à bout de souffle, les classes dominantes tentent de rebâtir un ordre mondial en crise. Après l'approfondissement néolibéral, suivi d'une brève parenthèse réformiste ouverte par la pandémie de Covid-19, une nouvelle phase s'impose: celle d'un nationalisme impérial qui conjugue militarisation, relocalisations stratégiques et accaparement des ressources. Derrière des stratégies apparemment divergentes, un même but: sauver le système quoi qu'il en coûte. Mais ce sursis se paie au prix de tensions sociales, écologiques et démocratiques accrues.

**NÉOLIBÉRALISME 2.0: FUITE EN AVANT.** Après la crise financière de 2007-2008, les classes dominantes n'ont pas remis en cause le système, elles l'ont radicalisé à travers les vieilles recettes: politiques monétaires non conventionnelles<sup>1</sup>, privatisations, baisses d'impôts, austerité et ouverture des marchés. Ce néolibéralisme 2.0 s'est pleinement incarné dans la gestion de la crise de la dette souveraine en Europe. La crise grecque de 2010 l'illustre: présentée comme le résultat d'une mauvaise gestion, elle a servi de prétexte à des plans de sauvetage conditionnés à une austerité drastique, imposés par la troïka (Commission européenne, BCE

et FMI). Et cela, alors même qu'une large part de la dette provenait du sauvetage du secteur financier et des cadeaux fiscaux accordés aux entreprises et aux plus riches<sup>2</sup>. Résultat: explosion du chômage, précarisation massive, effondrement des salaires et des retraites, affaiblissement du service public. Les biens collectifs ont été bradés – ports, chemins de fer, aéroports – transférant les richesses publiques au privé. Cette thérapie de choc s'est ensuite étendue à l'Irlande, au Portugal, à l'Espagne et à l'Italie, avec les mêmes dégâts sociaux.

**« Ces plans ont surtout profité aux grands groupes du numérique, de la technologie et du transport »**

Face à ces politiques, des mouvements de masse ont émergé. En Grèce, Syriza est devenue une force majeure dès les élections de 2012 et a tenté de fédérer syndicats, partis et mouvements sociaux en un bloc progressiste, tandis qu'en Espagne, Podemos, en 2014, issu du mouvement des *Indignados*, proposait une participation citoyenne directe face aux élites. Mais Syriza a cédé face à la troïka

en 2015, et Podemos a vu son influence s'éroder au sein des coalitions gouvernementales. La crise a aussi nourri une polarisation vers l'extrême droite: montée du Front national (devenu Rassemblement National) en France, de la Ligue du Nord et de Fratelli d'Italia en Italie, ou encore de l'AfD en Allemagne. En Amérique latine, le reflux progressiste a laissé place à des régimes autoritaires ou ultra-conservateurs, de Maduro à Bolsonaro. Au final, le néolibéralisme 2.0 a prolongé un modèle déjà en crise en accentuant la crise

hégémonique, sans relancer durablement ni les profits, ni la productivité, ni l'accumulation. Puis la pandémie de Covid-19 a rebattu les cartes, forçant les classes dominantes à renouer avec l'État et à ouvrir une brève parenthèse réformiste – avant de nouveaux ajustements.

**LE COVID-19: LE MIRAGE RÉFORMISTE.** Cette parenthèse réformiste constitue la deuxième réponse des classes dominantes à la crise. La pandémie a suspendu les dogmes du néolibéralisme 2.0. Confrontés à une hausse de la mortalité, aux pertes massives d'emplois et au blocage

économique, les gouvernements ont dû intervenir massivement. Aux États-Unis, le CARES Act (*Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act*), signé sous l'administration Trump en mars 2020, a été présenté comme « le plus grand plan de soutien de l'histoire américaine », avec un montant total de 2200 milliards de dollars (10% du PIB): 540 milliards pour les ménages et les chômeurs-euses, mais près de 850 milliards pour les entreprises et le secteur financier, contre à peine 100 milliards pour la santé.

En Europe, le plan *NextGenerationEU* (2020) prévoit 750 milliards d'euros, financés par une dette commune et conditionnés à des réformes structurelles – marché du travail, fiscalité, digitalisation – destinées à relancer l'investissement privé.

Dans les faits, ces plans ont surtout profité aux grands groupes du numérique, de la technologie et du transport, tandis que santé, éducation et services publics restent à la traîne<sup>3</sup>. Partout, la logique est la même: socialiser les pertes, privatiser les profits. Au Royaume-Uni, plus de 12 milliards de livres ont soutenu des firmes comme British Airways ou Burberry; en Europe, Lufthansa (9,8 milliards de dollars) et TAP Air Portugal (renationalisée à 72,5%) ont été renflouées par l'État<sup>4</sup>.

Sous la pression du mouvement écologiste, la relance post-Covid s'est repeinte en vert. Aux États-Unis, après l'échec du *Green New Deal* porté par l'aile gauche du Parti démocrate, l'administration Biden a lancé l'*Inflation Reduction Act* (2022), visant une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 50% d'ici à 2030, financée par des crédits d'impôt et une hausse symbolique des impôts sur les grandes firmes. En Europe, le Pacte vert (2020) promet la neutralité carbone en 2050, mais recycle la logique productiviste: subventions et instruments financiers orientent les capitaux, l'énergie, le numérique et l'armement. Par exemple, le « marché du carbone » illustre le fonctionnement d'un « capitalisme vert », où l'environnement devient un nouvel espace de rente et de puissance.

Née dans l'urgence de la pandémie, cette parenthèse réformiste a vite montré ses limites et n'a pas pu relancer durablement l'économie. Sous couvert de transition écologique, elle a surtout transféré des fonds publics vers les grandes entreprises, prolongé le productivisme et subordonné l'écologie à la compétitivité.

**LE SPECTRE DU NATIONALISME IMPÉRIAL.** Contrairement aux deux stratégies précédentes, le nationalisme impérial part du constat que le capitalisme arrive au bout de sa course. Les classes dominantes cherchent ainsi à préserver ou accroître leur pouvoir dans ce qu'Arnaud Orain appelle le « capitalisme de la finitude » – un système où l'accumulation se heurte à la stagnation séculaire, à l'épuisement des ressources et au dépassement des limites planétaires. Dans cet univers fini, quand le « gâteau » mondial ne peut plus croître, l'accumulation passe par le pillage, la capture et la monopolisation, appuyés par la militarisation<sup>5</sup>. L'enjeu n'est plus de conquérir des parts de marché, mais d'en devenir les maîtres: contrôler les infrastructures physiques (ports, routes, réseaux logistiques) et intangibles (monétaires, normatives, numériques), s'emparer des ressources stratégiques (terres rares, données, territoires) et sécuriser les flux financiers. La guerre économique et la coercition deviennent alors les nouveaux instruments pour imposer son hégémonie à l'échelle mondiale. C'est la fin du multilatéralisme.

Cette logique prédatrice est aujourd'hui incarnée notamment par Donald Trump, Vladimir Poutine ou Xi Jinping, qui cherchent, chacun à sa manière, à relancer l'accumulation par la force, combinant protectionnisme stratégique, domination des chaînes mondiales de valeur, conquête géopolitique et militarisation. Aux États-Unis, dès l'administration Trump I (2017-2021), puis sous celle de Biden (2021-2025) et tout particulièrement sous l'actuelle administration Trump II, la stratégie hégémonique suit une ligne claire: il ne s'agit plus d'absorber la suraccumulation mondiale (excess

d'investissement par rapport aux possibilités de profits) par la dette et le crédit – une politique génératrice de déficit commercial depuis les années 1980 –, mais de redevenir une puissance dominante face à la montée de la Chine. L'objectif est clair: relocaliser les segments stratégiques des chaînes de valeur – acier, aluminium, semi-conducteurs, batteries, énergie, médicaments, infrastructures numériques – et reconquérir le leadership sur les marchés mondiaux. Pour y parvenir, Washington a multiplié les droits de douane sur l'acier, l'aluminium, le cuivre, l'automobile ou les semi-conducteurs dès 2018, ainsi que sur d'autres produits tels que les médicaments, tout en exerçant des pressions politiques pour sécuriser des ressources et infrastructures critiques, du Groenland au canal de Panama. Cette stratégie se double d'une logique militaire et commerciale: s'impliquer dans les conflits, par exemple en Ukraine ou en Palestine, permet de contrôler la reconstruction des zones dévastées, d'accéder à des ressources clés, de vendre des armes et ainsi de soutenir l'industrie militaire américaine<sup>6</sup>.

La Chine prône aussi cette politique. Elle étend sa puissance commerciale et technologique via les nouvelles routes de la soie, visant à sécuriser ports et corridors logistiques et à dominer les infrastructures physiques et numériques à l'échelle mondiale. Elle passe désormais 12,3% des échanges mondiaux, devant les États-Unis (10,8%). Les investissements directs étrangers et représentent 7% du total mondial, contre 15% pour les États-Unis (mais encore 40% dans les années 1990)<sup>7</sup>. Dans le numérique, Pékin a grimpé d'une quasi-absence en 1995 à 23% des dépôts de brevets aux États-Unis, Japon et Europe en 2020, dépassant l'UE et les États-Unis. Enfin, sa visée impériale sur Taïwan, qui concentre 60% des semi-conducteurs et 95% des puces pour l'intelligence artificielle, illustre sa stratégie de contrôle des infrastructures stratégiques mondiales<sup>8</sup>.

Pour le Kremlin, la guerre en Ukraine sert avant tout à renforcer un capitalisme extractiviste et prédateur. Au-delà de la volonté de reconstituer une « grande Russie » englobant l'Ukraine, le conflit est un instrument pour sortir de l'impasse économique qui frappe la Russie depuis plus de deux décennies<sup>9</sup>. L'annexion cible les richesses agricoles (céréales, huile de tournesol) ainsi que les minerais stratégiques (lithium, titane, néon, graphite...) et les ressources énergétiques (gaz, charbon). Un autre enjeu majeur est le contrôle de la mer Noire, offrant un accès direct à la Méditerranée puis aux océans mondiaux, consolidant la position de la Russie sur la scène internationale.

**« L'enjeu n'est plus de conquérir des parts de marché, mais d'en devenir les maîtres »**

**GUERRE LATENTE.** Les affrontements actuels montrent ainsi un capitalisme qui ne cherche plus seulement à étendre le marché mondial, mais à le reconfigurer par la force: sécuriser les ressources stratégiques, verrouiller technologies et flux financiers. La montée du pôle impérial signe la fin du multilatéralisme dans les relations internationales et se traduit par la hausse rapide des dépenses militaires depuis 2014 et le réalignement des pays dans l'orbite des grandes puissances. Le plan de compétitivité de l'UE (2024, 50 milliards d'euros) et le fonds spécial allemand de 500 milliards d'euros pour la défense illustrent cette militarisation stratégique, où relance économique et compétitivité s'accompagnent d'une logique de guerre latente. À l'échelle nationale, ces choix pèsent sur les budgets sociaux, fragilisent les services publics et compromettent les mesures écologiques, tandis que les grandes puissances renforcent leur autoritarisme, comme le montrent les politiques contre

les immigré-e-s de Trump ou les récentes lois répressives contre l'opposition, notamment de gauche. Dans ce contexte, mettre en lumière les impacts sur les populations – Palestinien-ne-s, Ukrainien-ne-s, etc. – et sur les écosystèmes, tout en soutenant le mouvement international de solidarité et contre la guerre, apparaît comme une réponse essentielle face aux logiques extractivistes et militaristes du capitalisme impérial. ■

<sup>1</sup> Mesures utilisées par les banques centrales pour relancer l'économie: rachats massifs d'obligations publiques et privées, et communication explicite sur le maintien de taux bas à long terme. Ces outils s'ajoutent à la baisse des taux d'intérêt directeurs, qui vise à stimuler la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

<sup>2</sup> Commission pour la vérité sur la dette, *La vérité sur la dette grecque*, Les liens qui libèrent, 2015.

<sup>3</sup> Aude Martin, « Où sont passés les 750 milliards du plan de relance européen? », *Alternatives Économiques*, 10 mars 2025.

<sup>4</sup> Mike Wright et al., « The return of state capitalism? How the Covid-19 pandemic put the liberal market economies to the test », *London School of Economics Blog*, 9 mars 2021.

<sup>5</sup> Arnaud Orain, *Le monde conquis. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Flammarion, 2025.

<sup>6</sup> Ashley Smith, « La stratégie de Trump pour réaffirmer la domination américaine », traduit et mis en ligne en quatre parties sur le site alencontre.org, 11-15 août 2025.

<sup>7</sup> Christian Chavagneux, « Mondialisation, clap de fin? », *Alternatives Économiques*, juillet-août 2025.

<sup>8</sup> Benjamin Bürtbaumer, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, La Découverte, 2024.

<sup>9</sup> Michel Roche (dir.), *Capitalisme, néolibéralisme et mouvements sociaux en Russie*, Syllepse, 2016.

# Comité national du 2 octobre 2025

Le Comité national du SSP s'est réuni en ligne et a:

- transmis pour consultation aux régions du SSP ainsi qu'à la commission du personnel du SSP deux ajustements mineurs du règlement du personnel: il s'agit de relever les seuils salariaux minimaux à 4500 francs par mois, respectivement à 5000 francs par mois pour les personnes disposant d'une formation professionnelle achevée (en pratique, seules très peu de personnes salariées sont concernées), ainsi que de formuler de manière plus précise les directives sur les allocations familiales;
- décidé de participer à la manifestation organisée par les Jeunes POP contre les mesures d'austérité de la Confédération, le samedi 13 décembre à Berne, pour autant que les revendications soient conformes à celles du SSP;
- pris connaissance de l'état de la mobilisation dans le secteur de la santé ainsi que de l'avancement des préparatifs de la manifestation prévue le samedi 22 novembre à Berne;
- décidé d'engager des discussions exploratoires avec l'association Swiss Coaching, qui représente les intérêts des coachs professionnels dans le domaine du sport, en vue d'une éventuelle collaboration;
- renvoyé à nouveau au secrétariat central la proposition d'introduire des délais obligatoires pour le dépôt des motions au Comité national et à l'Assemblée des délégué-e-s, afin de la consolider davantage;
- pris acte des discussions en cours sur la structure de l'organisation partenaire Solidar Suisse. Le démantèlement de l'agence américaine et les réductions massives des budgets de la coopération au développement dans de nombreux pays, y compris en Suisse, imposent à Solidar des réflexions stratégiques;
- décidé de soutenir le communiqué publié le même jour par l'USS concernant la flottille pour Gaza et d'interpeller Publica et Suva en vue de leur désengagement des bons du Trésor de l'État et des entreprises israéliennes.

**CHRISTIAN DANDRÈS** . PRÉSIDENT  
**MICHA AMSTAD** . SECRÉTAIRE CENTRAL (REMPLAÇANT LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT FABIO HÖHNER)

## Movendo fête son jubilé et lance le programme de cours 2026

En 2026, Movendo célèbre ses 25 années d'existence. Un anniversaire qui témoigne de la continuité, du renouveau et de la force de la formation syndicale en Suisse.

Le tout nouveau programme 2026 paraît le 20 octobre et propose à nouveau une large palette de formations continues ouvertes aux membres et militant-e-s syndicaux-ales comme à toute personne intéressée. Politique, droit du travail, communication, santé, numérique: Movendo transmet des connaissances pratiques, renforce les compétences et crée des espaces d'échange et de solidarité.

Parmi les nouveautés, citons les cours bilingues «Une histoire populaire de Ste-Croix», qui relie l'histoire locale aux luttes syndicales, ou encore «Organisation syndicale sur le chantier du deuxième tunnel du Gothard», qui plonge dans la réalité des ouvriers d'aujourd'hui. D'autres thèmes actuels, tels que le changement climatique, l'économie féministe ou la protection numérique, complètent le programme.

Avec près de 300 cours dans toute la Suisse, Movendo reste la principale offre de formation syndicale. Les syndicats financent à leurs membres au moins une formation par an – un signe fort de l'importance accordée à l'éducation dans la vie professionnelle.

En 2026, Movendo invite non seulement à apprendre, mais aussi à célébrer: 25 ans de Movendo.

La formation qui unit, qui renforce et qui s'ouvre sur l'avenir.

Plus d'informations et inscriptions: [www.movendo.ch](http://www.movendo.ch)

**MOVENDO**  
L'Institut de formation des syndicats

## Comment le travail construit les relations transfrontalières. L'expérience des commissions du personnel

### 6<sup>ème</sup> journée d'étude de Movendo pour représentant-es du personnel

**Mercredi, 26 novembre 2025 – Bienne, Résidence Au Lac, Rue d'Aarberg 54**

Plus de 320000 frontalier-ères travaillent en Suisse, ce nombre a doublé en 20 ans. Dans certaines régions, ils représentent un quart des salarié-es. Qui sont ces personnes? Quelle est leur histoire? Comment participent-ils à la vie démocratique de l'entreprise? Comment les représentant-es du personnel et les syndicats intègrent-ils ces travailleurs-euses dans les organes

représentatifs? Cette journée abordera ces questions et bien d'autres, avec une priorité aux apports et exemples du terrain et de la pratique.



**Inscription**  
[info@movendo.ch](mailto:info@movendo.ch), Tél : 058 218 00 00  
[www.movendo.ch](http://www.movendo.ch)

## Cours de formation SSP

### L'hôpital soumis aux règles de la concurrence

À la suite de la généralisation dans toute la Suisse du financement du système hospitalier selon les forfaits par cas (DRG) et de l'obligation d'intégrer des organismes privés dans la planification sanitaire, on assiste partout à de puissantes offensives pour démanteler les CCT, rationner le personnel et transformer l'hôpital en entreprise rentable. Quelles réponses syndicales à cette réorganisation d'ensemble du système de santé?

## Mardi 4 novembre 2025, de 9h30 à 17h Lausanne, Hôtel Continental (place de la Gare 2)

Intervenante: **Beatriz Rosende**, secrétaire centrale SSP.

Gratuit pour les membres du SSP (frais de repas inclus).  
Les non-membres paient 300 francs.

Inscription par le biais du formulaire: [www.ssp-vpod.ch/formation](http://www.ssp-vpod.ch/formation); ou par e-mail: [central@ssp-vpod.ch](mailto:central@ssp-vpod.ch) – indiquez vos coordonnées (nom/prénom + adresse) et le titre du cours!

Délai d'inscription: **20 octobre 2025**.

Rencontres-débats organisées par  
les Archives contestataires et le Collège du travail

## Se mobiliser autour du travail: faire l'histoire et l'écrire

**vendredi 31 octobre  
et samedi 1<sup>er</sup> novembre 2025**

Le Pneu - 28, rue du Vélodrome - 1205 Genève



Grève du personnel de nettoyage des HUG, 14 mai 1984. Interfoto

## Se mobiliser autour du travail: faire l'histoire et l'écrire

vendredi 31 octobre  
19h30-21h

**Quel est le travail des mobilisations au travail?  
Les apports des analyses féministes  
du travail gratuit**

**Maud Simonet**, sociologue, autrice de *L'imposture du travail. Désandrocentrer le travail pour l'émanciper*, 10/18, 2024  
Suivi d'une discussion et d'une verrée

samedi 1<sup>er</sup> novembre  
9h - Accueil

**9h30-11h  
Quelles ressources pour l'écriture de l'histoire  
des mouvements sociaux en Suisse romande?  
Bilan et perspectives**

Présentations suivies d'une discussion

11h15-12h30

**Engagements militants**

**Anina Zahn**, *La mobilisation des chômeuses et chômeurs en Suisse (1975-2002)*

**Anne-Valérie Zuber**, *"Robots jour et nuit, non merci!", mobilisations féministes contre le travail de nuit des femmes dans l'horlogerie (1984-1992)*

Discussions avec le public

12h30 - Pause repas

**Le travail change à grande vitesse.** L'introduction de l'intelligence artificielle efface déjà le souvenir de la désindustrialisation marquant les années 1990, qui elle-même estompait la mémoire des grandes concentrations ouvrières du premier XX<sup>e</sup> siècle. Caisse automatique, vente en ligne, travail de plateformes: les innovations technologiques qui bouleversent notre quotidien au travail semblent s'imposer à nous sans qu'il soit possible d'en contrôler le rythme ou le contenu. La rapidité des changements dans les formes du travail nous plonge dans un présent permanent: notre travail n'a pas d'histoire, puisqu'il est sans cesse en transformation.

**Dans ces conditions, l'histoire et la mémoire des mobilisations** autour du travail permettent d'opposer une résistance à l'accablant que provoquent les changements accélérés dans lesquels nous sommes projetés. Débattre du passé, étudier les différentes formes qu'ont prises les luttes autour du travail au cours du temps, se positionner dans la continuité ou en rupture avec ces formes historiques: tout cela contribue à nourrir les mobilisations présentes.

**Ces rencontres-débats** s'adressent à toutes celles et ceux qui sont engagés dans des mobilisations actuelles, au sein des syndicats, du monde associatif, des groupes politiques ou qui s'intéressent plus généralement à ces questions. Autour d'exposés portant sur des publications récentes des intervenant-es, il sera possible d'échanger sur les rapports multiples qui existent entre les luttes du passé et celles du présent.

**avec le soutien de**  
Ville de Genève  
Fondation G. Ceffa pour l'histoire suisse  
Union syndicale suisse  
Communauté genevoise d'action syndicale

**Archives  
contestataires**

**COLLÈGE DU  
TRAVAIL**

2, boulevard Carl-Vogt - 1205 Genève  
[archivescontestataires.ch](http://archivescontestataires.ch)  
[collegedutravail.ch](http://collegedutravail.ch)

Le Pneu - 28, rue du Vélodrome - 1205 Genève

samedi 1<sup>er</sup> novembre (suite)

14h-15h15

**Mobilisations au travail  
pour la santé et l'environnement**

**Alexandre Elsig**, *Les luttes antipollution dans et hors des usines durant les « Trente Glorieuses »*

**Véronique Stenger**, *Santé au travail et santé environnementale au CERN (1970-1990): quelques pistes de recherche à partir des collections des Archives contestataires*

Discussions avec le public

15h30-16h45

**Face au néolibéralisme**

**Joanna Haupt**, *Une rémunération néolibérale avant l'heure. L'introduction du salaire au mérite dans la pharma bâloise à l'aube des années 1960*

**Hadrien Buclin**, *Vents contraires. Le Parti socialiste suisse face aux crises économiques et à l'essor du néolibéralisme (1973-1995)*

Discussions avec le public

16h45 - Conclusions

17h15 - Verrée

[archivescontestataires.ch](http://archivescontestataires.ch)  
[collegedutravail.ch](http://collegedutravail.ch)

**ARMÉE . La facilité avec laquelle les Chambres viennent d'octroyer à l'armée presque 1,7 milliard de francs dans le cadre du programme d'armement 2025 n'étonne même plus: elle a l'air d'aller de soi.**

# Armes nouvelles pour mission ancienne

PAOLO GILARDI . MEMBRE SSP . RÉGION GENÈVE . MEMBRE GSsA

**T**out au plus, pourrait surprendre le fait que, parmi les parlementaires qui se sont exprimé-e-s contre le message du Conseil fédéral, d'aucun-e-s aient fini par approuver le projet.

**ET POURTANT...** Il y aurait de quoi s'étonner, non pas de cette nouvelle manne pour l'armée, mais de la facilité avec laquelle elle a été accordée compte tenu du contexte. En effet, jamais depuis la première moitié des années 1960 le Département militaire fédéral (DMF) – l'ancien nom de l'actuel Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) – n'avait connu une situation de crise telle que celle qu'il traverse aujourd'hui.

À l'époque, le dépassement de presque 70% du crédit voté par le Parlement pour l'achat de 100 avions de combat, les Mirage, «capables de transporter une bombe atomique jusqu'à Moscou» (message du Conseil fédéral) avait provoqué un véritable séisme. À l'issue des travaux d'une Commission d'enquête parlementaire (CEP) créée ad hoc, le chef de l'armée d'abord, puis celui du DMF, le vigneron vaudois Paul Chaudet (Parti radical-démocratique, devenu PLR après sa fusion avec le Parti libéral suisse) ensuite, étaient acculés à la démission.

Pour sa part, la Division du matériel de guerre, à l'origine du choix du Mirage et coresponsable des mensonges et omissions qui avaient marqué le débat parlementaire, était transformée en Groupe pour l'armement jusqu'à devenir de nos jours armasuisse, l'Office fédéral de l'armement.

**UN CHAMP DE RUINES.** Aujourd'hui, point besoin de les acculer à la démission: c'est en début d'année que, de manière préventive, la cheffe du DDPS, celui de l'armée et le responsable des services secrets ont subitement quitté le navire. Sauvés des eaux, ces personnages laissent derrière eux un champ de ruines: Ruag, l'entreprise d'armement de la Confédération, est empêtrée dans un scandale financier, les drones israéliens achetés en 2018 tardent à être livrés et s'avèrent pratiquement inutilisables alors que, cerise sur le gâteau, le prix des bombardiers F-35A s'envole malgré les fausses assurances données au Parlement et à la population à propos d'un prétendu «prix fixe» (*voir ci-dessous*).

Tout cela aurait nécessité – et nécessite toujours – une Commission d'enquête parlementaire capable d'investiguer en profondeur, notamment sur les responsabilités des dirigeant-e-s d'armasuisse, de Peter Süssli, le chef démissionnaire de l'armée et de l'ex-conseillère fédérale Viola Amherd. Et pourtant, après avoir contribué à une remilitarisation du contexte en durcissant les conditions d'accès au service civil, c'est sans opposition que le Conseil des États et, avec quelques oppositions – provenant essentiellement des rangs écologistes –, le Conseil national ont approuvé le crédit de 1,697 milliard de francs.

**LE PLATEAU, THÉÂTRE DES OPÉRATIONS.** De cette manne, plus d'un milliard et demi sont destinés notamment à acheter des radars passifs, des mini-drones, des pièces de rechange pour les chars Léopard et un nouveau système d'artillerie sur roues. L'achat d'un outil est un indicateur des intentions à propos de son utilisation: il est peu probable qu'on achète un marteau pour se brosser les dents. Il en va de même avec le nouveau système d'artillerie sur roues. Il s'agit, d'après un document du DDPS de mai 2022<sup>1</sup>, de remplacer les peu maniables chars blindés à chenilles par «de nouveaux véhicules à roues protégés et équipés de divers systèmes d'armes» bien plus souples dans un environnement «toujours plus densément bâti».

Les cartes publiées par le document du DDPS ne laissent pas de place au doute quant au théâtre opérationnel envisagé: c'est la densité urbaine du plateau suisse qui est mise en évidence. Dès lors, de deux choses l'une: soit on considère que l'armée n'est pas en mesure de défendre les frontières du pays et on devra mener le combat dans les villes, soit l'ennemi est déjà parmi nous, à l'intérieur.

Les scénarii pris en considération sont explicites: en «situation ordinaire», la mission de ces forces terrestres serait «l'appui aux autorités civiles» alors qu'«en cas de tensions accrues», elles seraient

appelées à «agir contre des forces irrégulières». Quant aux situations de conflit armé, leur tâche en serait renforcée par l'engagement «en priorité dans des positions préparées» dans les centres urbains. En d'autres termes, c'est une logique de militarisation des zones habitées par l'installation d'infrastructures qui est prônée.

**ENTRAÎNÉE AU COLORADO?** Est-ce étonnant dès lors que, d'après la «déclaration d'intention» du DDPS rendue publique le 22 septembre, l'armée suisse prévoit «formations [communes] et échange de personnel» avec la Garde nationale états-unienne – celle du Colorado en l'occurrence – en matière de «soutien aux autorités civiles»? Avec cette Garde nationale que Trump déploie dans les villes démocrates!

Pour un entraînement commun à l'exercice d'une mission ancienne qu'est le maintien de l'ordre, mais dans un contexte nouveau. ■

<sup>1</sup> Confédération Suisse, DDPS, Armée suisse, «Conception avenir de l'armée», mai 2022.

## Repérages

## F-35A: LA FOIRE AUX ENTOURLoupES

précédents<sup>2</sup>, c'est l'achat générique de nouveaux avions que, avec 8515 voix de différence – sur 3,2 millions de suffrages –, le peuple a accepté en 2020.

Après, le gouvernement a choisi «l'avion aux 800 défauts<sup>3</sup>», le F-35A, recommandé par le chef de l'armée et armasuisse, l'unité du DDPS qui a élaboré – et adapté en fonction de l'issue attendue – les critères d'évaluation, dont une partie, en violation de la Loi sur les marchés publics, reste inaccessible.

Ainsi, relève Fridez, armasuisse a calculé le bruit du F-35A pour un nombre d'heures de vol inférieur à celui de ses concurrents. Est-il étonnant que le bruit d'un avion qui vole 20% de moins que ses concurrents soit inférieur au leur<sup>4</sup>? Il en va de même pour la charge de carburant à

l'atterrissage qui, pour le F-35A est supérieure. Vu ses caractéristiques, il doit embarquer plus de fuel que les autres, avec de grandes chances que, au retour, ses réservoirs soient moins vides... Idem, pour les coûts d'entretien, le remplacement des moteurs nécessaire mais pas compris dans le prix, etc. Les entourloupes s'accumulent. Sans parler du mythe du «prix fixe»...

Encore plus grave: l'arrimage du nouvel avion et de sa technologie à la maison mère (Lockheed Martin Aeronautics) en mesure d'en conditionner le vol, voire le décollage, n'a pas ému le Conseil fédéral. Dès lors, la question se pose: qui avait intérêt à cet achat? Une commission d'enquête parlementaire – que Fridez appelle de ses vœux (p. 135) – devrait l'établir. ■

<sup>1</sup> F-35 ou l'histoire d'une manipulation, Favre, Lausanne, 2025.

<sup>2</sup> FA-18 en 1993 et Gripen en 2014.

<sup>3</sup> Citons juste ceux inhérents aux trains d'atterrissage, aux sièges éjectables, à l'hyper-sophistiqué casque du pilote sans parler des défaillances du système d'approvisionnement en oxygène.

<sup>4</sup> Est à signaler que le bruit émis au décollage et à l'atterrissage est 2 fois supérieur à celui de l'actuel FA-18. Les voisins des aérodromes militaires apprécieront...

**I** est médecin, socialiste, parlementaire fédéral. Lors des débats aux Chambres, il a pris la parole 7 fois pour critiquer tel ou tel autre aspect du programme d'armement, qu'il a fini par... approuver. C'est que Pierre-Alain Fridez n'est pas antimilitariste.

On lui doit pourtant une excellente dissection de la démarche d'achat du F-35A<sup>1</sup>. Écrit en deux semaines, son livre est un acte d'accusation. Y sont listées et expliquées les entourloupes qui ont jalonné la procédure de choix. Après avoir souligné l'absurdité du recours à un bombardier furtif pour assurer la police du ciel, l'auteur pointe le fait que, contrairement aux votes



**FRIBOURG** . La journée d'action et de grève contre le PAFE (Plan d'assainissement des finances de l'État) du 1<sup>er</sup> octobre a été massivement suivie par les employé-e-s de la fonction publique et parapublique fribourgeoise.

Repérages

# Non au PAFE!

SERVICES PUBLICS  
VALDEMAR VERISSIMO . PHOTO

Le 1<sup>er</sup> octobre était un jour de colère dans le canton de Fribourg contre les coupes voulues par le Conseil d'État dans le cadre de son Programme d'assainissement des finances de l'État (PAFE). Après avoir manifesté en nombre contre ce projet le 4 juin (2500 participant-e-s), puis encore une fois le 24 septembre (plus de 3000 manifestant-e-s), les salarié-e-s de la fonction publique et parapublique fribourgeoise ont massivement répondu à l'appel du SSP – Région Fribourg, de la FEDE et de la FOPIS à rejoindre la journée d'actions et de grève du mercredi 1<sup>er</sup> octobre. Il s'agissait là d'une première dans le canton de Fribourg, ce qui témoigne de l'ampleur de la colère venant du terrain.

**UNE MULTITUDE D'ACTIONS.** En dépit d'une fortune de 590 millions de francs, le Conseil d'État entend économiser pratiquement 200 millions de francs, dont les deux tiers sur le dos d'un personnel déjà à bout, alors qu'il offre 200 millions de francs par année de cadeaux fiscaux aux privilégié-e-s depuis 2017! La colère s'est exprimée avec force, au travers de diverses actions de mobilisation, allant du débrayage à la grève, sur plus de 150 sites différents. Plusieurs secteurs étant soumis au service minimum en cas de grève, les grévistes ont dû adapter leurs actions en

tenant compte de cet élément. Ainsi, la plupart des établissements scolaires ont organisé des débrayages de 10 h à 12 h. Même tableau dans plusieurs EMS, dans le secteur social et au Service de l'enfance et de la jeunesse. Hormis les services d'urgence, la fondation Le Tremplin était en grève toute la journée et a organisé le ravitaillement pour les grévistes à midi sous forme de barbecue. Un piquet de grève était organisé devant la Bibliothèque cantonale universitaire.

**LARGE MOBILISATION DANS LA SANTÉ.** À l'hôpital fribourgeois (HFR), c'est sur les trois sites que s'est tenu un piquet de grève dès 7 h du matin. Trois cents grévistes s'étaient annoncés, beaucoup ayant été réquisitionné-e-s pour assurer le service minimum. Les salarié-e-s de l'HFR sont en butte à un programme de réduction des coûts, auquel vient s'ajouter le PAFE ainsi qu'une attaque à venir visant à les sortir du champ d'application de la Loi sur le personnel. Autant dire que les raisons d'être en colère ne manquent pas, ce dont ont témoigné toutes les catégories de personnel. Des médecins assistant-e-s affirmant: «Le personnel médical, déjà épuisé par des conditions de travail de plus en plus difficiles, et cela dans un climat de pression de flux permanent, ne peut pas

encaisser davantage de coupes budgétaires sans mettre en péril le cœur même de notre mission», aux infirmières-ers rappelant que «parler d'économies veut dire qu'il y aura moins de personnel, qu'il y aura plus de danger pour la prise en charge des patient-e-s», en passant par les ASSC revendiquant du respect, toutes et tous ont relevé leur fatigue, leur dévouement et la crainte pour les conditions de soins des patient-e-s si les choses continuent à suivre le cours qu'elles suivent depuis trop longtemps.

**AUTORITÉS SOURDES.** Ces paroles et les mobilisations qui les ont portées ne seront pas entendues par les autorités politiques. Le Conseil d'État, jamais en reste d'une énormité, ira jusqu'au bout du discrédit en affirmant que le nombre de grévistes s'est monté à... 331, confirmant du même coup ses graves problèmes en mathématiques les plus élémentaires. Le Grand Conseil a, quant à lui, adopté la Loi sur l'assainissement des finances (LAFE) après seize heures de débat. L'affaire n'est cependant pas jouée, car le Parti socialiste, à la suite des mobilisations, a décidé de lancer le référendum contre la LAFE lors de son assemblée du 15 octobre! ■

## VAUD: VERS LA GRÈVE!

Jeudi 2 octobre, Montbenon, 18 h, venu-e-s de tout le canton, les manifestant-e-s se regroupent avant le départ en cortège. Depuis près de vingt ans, on n'avait plus vu de manifestation de la fonction publique vaudoise aussi massive: ce sont plus de 15 000 personnes qui ont répondu à l'appel du SSP – Région Vaud, de SUD et de la FSF.

L'ampleur de la mobilisation, dans tous les secteurs – un précortège impressionnant était notamment parti du CHUV à 17 h 30 –, est la démonstration éclatante de la colère et de la combativité des salarié-e-s de la fonction publique et parapublique. Alors que les besoins sociaux augmentent, que les services sont sous-dotés et que seul le dévouement des employé-e-s permet de délivrer des prestations, qui se dégradent, les mesures d'économies ont été comprises, à juste titre, comme une véritable déclaration de guerre sociale. Ce, d'autant plus que les nanti-e-s ont, de leur côté, été choyé-e-s par les autorités cantonales, de manière parfois même illégale, comme le montre la «mauvaise application» d'un bouclier fiscal déjà scandaleux en lui-même.

Les pancartes illustraient parfaitement la colère ressentie par ceux et celles qui font tourner les services essentiels du canton: «Taxez les actionnaires, pas les fonctionnaires!», «Elles roulent en limousine et roulent le CHUV dans la farine!» Le lien entre les attaques à la fonction publique et ses conséquences sur la population était omniprésent: «Nos enfants valent mieux qu'un budget serré!»

Les prises de parole en amont de la manifestation, tout comme la résolution adoptée à l'issue de cette dernière, ont insisté sur le fait que cette mobilisation n'était qu'un premier pas pour faire reculer le Conseil d'État et que le suivant serait la mise sur pied de grèves plus dures et massives. La détermination qui se dégagait des manifestant-e-s a montré leur disponibilité pour la lutte. Après la séance devant l'Organe de conciliation du 14 octobre, lors de laquelle la grève a été déclarée licite, les syndicats proposent des journées de grève partout où c'est possible et d'actions les 18 et 25 novembre, un plan de lutte qui sera confirmé lors de l'Assemblée générale unitaire des employé-e-s des services publics et parapublics du jeudi 30 octobre, à 18 h à la salle du Cazard à Lausanne. ■

## LUTTE SYNDICALE

SOLIDARITÉ AVEC  
LES MAÇONS!

ALEXANDRE MARTINS . RÉDACTEUR

La Convention nationale du secteur principal de la construction en Suisse (CN) est une CCT de force obligatoire qui règle les conditions de travail de 80 000 travailleurs-euses en Suisse. Sa durée de validité arrive à échéance le 31 décembre prochain et les négociations en vue de son renouvellement sont en cours depuis plusieurs mois entre la Société suisse des entrepreneurs (SSE) et les syndicats Unia et Syna. Ce secteur est un bastion syndical bien organisé dans lequel les travailleurs-euses ont conscience que c'est en se mobilisant que des améliorations peuvent être obtenues. C'est d'ailleurs à la suite d'une grande grève nationale, le 4 novembre 2002, que la retraite anticipée à 60 ans avait été arrachée.

**REVENDECTIONS SYNDICALES.** Les conditions de travail dans cette branche sont très pénibles sur le plan physique, puisqu'il s'agit de travailler en extérieur en subissant les aléas de la météo. Les journées de travail sont extrêmement longues, particulièrement pendant les beaux jours (de mai à octobre): neuf heures par jour, sans compter le temps de déplacement de l'entreprise au chantier – dont seule la durée qui dépasse trente minutes par jour est rémunérée – et les fréquentes, autant que nombreuses, heures supplémentaires. La concurrence entre entreprises se jouant sur les éléments de prix et de rapidité, la pression des délais de construction se fait sentir toujours plus vivement, intensifiant le travail et augmentant le stress chez les travailleurs-euses. En conséquence de ces conditions de travail, l'attractivité de la branche est en chute libre et les salarié-e-s sont toujours plus nombreux-euses à quitter le métier (un maçon sur deux, dont beaucoup juste après l'apprentissage, selon Unia<sup>1</sup>).

En réponse à cette situation, les syndicats ont développé avec les travailleurs-euses un cahier de revendications élémentaires pour améliorer les conditions de vie et de travail, en particulier dans le but de rendre les horaires compatibles avec une vie de famille. Parmi celles-ci figurent l'intégration du temps de déplacement dans la durée du travail (il est aujourd'hui payé à part du salaire sans être compté dans le temps de travail) et l'abolition des trente premières minutes non payées, le paiement de la pause de 9 h, la mise sur pied d'un nouveau système du temps de travail avec des journées plus courtes et des augmentations de salaire (les salaires réels ont reculé sur les chantiers ces dernières années).

**AGRESSIVITÉ PATRONALE.** L'attitude patronale est très conflictuelle depuis le début des négociations. Rejetant les demandes syndicales, elle a pour projet de démanteler la CN en «proposant» la suppression de la plupart des articles protecteurs de la convention. Elle veut, entre autres, imposer le travail généralisé le samedi sans supplément salarial, flexibiliser le temps de travail afin d'augmenter encore davantage les durées de travail lors des beaux jours et affaiblir les dispositions de protection contre le licenciement des travailleurs-euses en cas d'incapacité de travail.

**VAGUE DE GRÈVE.** Ces propositions sont pour les maçon-ne-s de véritables provocations. Or, la date de fin de validité de la CN approche maintenant à grands pas, laissant planer le risque d'un vide conventionnel en début d'année 2026. Après plusieurs séances de négociations, la situation ne semble pas près de se débloquent. Après avoir manifesté à Lausanne et à Zurich un samedi de mai dernier, les travailleurs-euses ont décidé de prendre de nouvelles mesures de lutte. Une vague de grève a ainsi été adoptée dans la plupart des régions du pays. Elle débutera le 20 octobre au Tessin et touchera l'ensemble du pays. Dans toute la Suisse romande, les travailleurs-euses seront en grève les 3 et 4 novembre prochains. La lutte des travailleurs-euses du bâtiment mérite notre soutien et notre solidarité active! ■

<sup>1</sup> Voir la page du secteur construction qui comporte plusieurs informations sur la lutte en cours: <https://unia.ch/fr/professions-branches/secteur-principal-de-la-construction#c67803>

En Suisse, la pression sur les salarié-e-s ne cesse de s'accroître. Les journées de travail s'allongent, les exigences augmentent sans relâche. Nombre d'entre eux-elles se sentent déjà épuisé-e-s avant même la fin de la semaine.

Quand le travail  
rend maladeGABRIELA MEDICI<sup>1</sup> . UNION SYNDICALE SUISSE

Les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS) confirment ce que les syndicats dénoncent depuis longtemps: le stress au travail progresse, tout comme le nombre de personnes épuisées et les absences. Pourtant, au lieu de renforcer la protection et de soulager les salarié-e-s, les employeurs et les partis bourgeois exigent toujours plus de flexibilité. [...]

**UN QUOTIDIEN SOUS TENSION.** En sous-effectif chronique, le personnel de santé court d'un-e patient-e à l'autre, sans possibilité de faire de pauses. Beaucoup se plaignent de ne même pas avoir le temps de boire ou de reprendre leur souffle. Parallèlement, ils-elles doivent accomplir un nombre croissant de tâches administratives, souvent après leurs heures, sans rémunération supplémentaire.

Dans le commerce de détail, la pression est également bien réelle. Les plannings changent à la dernière minute, les employé-e-s en sont informé-e-s via des groupes de discussion et doivent parfois remplacer des collègues au pied levé durant le week-end. Dans ces conditions, difficile d'organiser ses loisirs ou sa vie de famille.

Dans la fonction publique et les administrations, le tableau est tout aussi sombre. La charge de travail augmente, les postes vacants ne sont pas repourvus et les nouveaux outils numériques accélèrent certes les processus, mais aggravent surtout le stress. Le personnel a le sentiment de courir en permanence après le temps, sans plus avoir de prise sur sa charge de travail. Sans surprise, cette évolution se reflète dans les chiffres: près d'une personne active sur quatre se sent fréquemment stressée<sup>2</sup>. Plus de la moitié des salarié-e-s déclarent être exposé-e-s sur leur lieu de travail à plusieurs risques physiques et psychosociaux en même temps (pression du temps, monotonie du travail, absence de pauses, bruit, mauvaises conditions ergonomiques, etc.). Les secteurs de la santé et du social sont particulièrement touchés. Une personne sur trois y subit régulièrement un stress intense. Beaucoup sont au bord du gouffre – l'épuisement émotionnel progresse, signal d'alerte évident d'un burn-out imminent.

**FLEXIBILITÉ, MAIS POUR QUI?** On entend souvent dire que le travail se flexibilise. Mais dans les faits, cette flexibilisation se traduit le plus souvent par davantage de contrôle hiérarchique et moins de prévisibilité pour les employé-e-s. [...] L'Enquête

suisse sur la population active (ESPA) révèle qu'environ un quart des salarié-e-s doivent adapter leur temps de travail à court terme au moins une fois par semaine sur ordre de l'employeur, et un autre quart au moins une fois par mois<sup>3</sup>. [...] Dans des secteurs comme les soins, l'hôtellerie-restauration ou le commerce de détail, les changements de dernière minute rendent la conciliation entre vie professionnelle et vie privée extrêmement difficile.

**LES ABSENCES SE MULTIPLIENT.** Quand les salarié-e-s sont épuisé-e-s, à bout ou blessé-e-s, ils-elles finissent par manquer au travail. Les absences pour raisons de santé représentent de loin la cause principale d'absence en Suisse. En 2024, elles ont totalisé 330 millions d'heures, un chiffre en hausse de plus de 50% en quinze ans<sup>5</sup>. [...]

**PROTÉGER LA SANTÉ.** Malgré cela, la protection légale de la santé reste souvent lettre morte. [...] Les risques psychosociaux – comme le stress, la pression temporelle ou le surmenage – sont rarement pris en compte ou systématiquement suivis. Autre problème: la Suisse ne compte qu'environ 130 médecins du travail, soit un pour 20 000 travailleurs-euses. En comparaison, ce rapport est d'un pour 10 000 en Allemagne et d'un pour 6 000 en France. Ce manque de ressources empêche la prévention à large échelle et l'évaluation indépendante des risques sanitaires liés au travail. Sans personnel spécialisé en nombre suffisant, la protection préventive de la santé reste illusoire. Afin d'empoigner sérieusement la question de la santé des salarié-e-s, il conviendrait de renforcer les contrôles, de développer la médecine du travail et de faire appliquer systématiquement la protection sur le lieu de travail. Cela passe par des limites claires à la charge de travail, des horaires prévisibles, des périodes de repos suffisantes et le droit à la déconnexion. Ce n'est qu'à ce prix que le travail pourra rester productif, équitable – et digne. ■

<sup>1</sup> Nous publions de larges extraits d'un article disponible dans son intégralité sur le site [www.uss.ch](http://www.uss.ch), adaptations de la rédaction.

<sup>2</sup> OFS, Conditions de travail et état de santé, entre 2012 et 2022, mai 2024.

<sup>3</sup> OFS, Organisation du travail et aménagement du temps de travail en Suisse et en comparaison européenne 2019, avril 2021.

<sup>4</sup> OFS, Statistique du volume du travail (SVOLTA), mai 2025.

## HCR AMPUTÉ

À la suite des coupes décidées par l'administration de Donald Trump dans l'aide internationale, l'Agence des Nations Unies pour les réfugié-e-s (HCR) a dû licencier près de 5000 personnes en 2025, soit plus de 25% de ses effectifs. Le HCR se retrouve avec le même budget que dix ans auparavant, alors que le nombre de personnes réfugiées s'élevait à la moitié de ce qu'il représente actuellement. L'impact est qualifié de «dévastateur», notamment pour les programmes d'aide alimentaire. ■

## MATZE LEVÉE

La manifestation pour l'amélioration des conditions de travail et des augmentations de salaires organisée par l'Union syndicale valaisanne a réuni un millier de personnes. Un tronçon de maçon-ne-s déterminé-e-s a notamment repris un ancien mode de révolte populaire valaisan en «levant la matze», qui consiste à planter tour à tour un clou dans la matze (une masse en bois) en signe de protestation. ■

## 5070%

C'est, selon le GSsa, le pourcentage d'augmentation des exportations d'armes suisses vers la Hongrie du très à droite Viktor Orban par rapport à la même période en 2024 (trois quarts de l'année), faisant de ce pays le troisième meilleur client de la Suisse dans ce domaine. Sur le plan global, les exportations progressent de 35,82% par rapport à 2024 et montrent clairement que l'industrie de l'armement de notre pays profite pleinement de la tendance au réarmement généralisé. ■

## PETITS NÉGOCIANTS

Selon un rapport de l'ONG *Public Eye*, 199 sites miniers dans le monde appartiennent à 25 sociétés de négoceuses en Suisse. Alors que les multinationales suisses aiment à se présenter comme de simples intermédiaires en négoce, en réalité, elles investissent massivement dans le monde entier pour extraire des matières premières (charbon, cuivre et cobalt notamment), le tout sans aucune surveillance publique. ■

## Carton Rouge

Au Tribunal administratif fédéral (TAF). À la suite d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme de 2011 jugeant que la Grèce n'était pas un pays sûr pour les réfugié-e-s, les renvois de la Suisse vers ce pays étaient suspendus. En 2022, la Suisse avait conclu un «accord de réadmission» avec la Grèce prévoyant une contribution de 40 millions de francs et lui permettant de reprendre les renvois – selon une stratégie d'externalisation des frontières –, sans qu'aucune amélioration des conditions d'accueil ait pu être observée. Le TAF avait cependant décidé de protéger les familles avec enfants et les personnes vulnérables. Il vient de changer d'avis et considère que le fait qu'une famille se retrouve littéralement à la rue n'est pas un motif pour rendre un renvoi illicite. L'inhumanité absolue du système Dublin est ainsi pleinement rétablie. ■



**MAROC . Une vague de contestation inédite issue de la jeunesse ébranle le royaume du Maroc depuis le 27 septembre. Son point de départ est une exigence de services publics.**

# La jeunesse marocaine se soulève

SERVICES PUBLICS  
KEYSTONE . PHOTO

C'est une vague de mobilisation inattendue que connaît le Maroc depuis le 27 septembre dernier. Regroupant principalement des personnes de ladite «Génération Z» (nées entre la fin des années 1990 et le début des années 2010), elle représente un élément inédit sur lequel il peut être utile de s'arrêter.

**DES TENSIONS LATENTES.** L'élément déclencheur de la vague de protestation qui s'est déployée est l'information, connue dès la mi-septembre, que huit femmes sont mortes à l'hôpital public d'Agadir (une région très touristique) après avoir accouché par césarienne.

En plus du scandale révoltant de la mort de ces huit femmes, les motifs de mécontentement ne manquaient pas. Le chef du gouvernement actuel, Aziz Akhannouch – un milliardaire actif dans les carburants, l'immobilier ou les médias –, poursuit la politique antisociale menée par le Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste, au pouvoir de 2011 à 2021) qui avait remporté les élections après le Printemps arabe. Il a notamment mené à bien une réforme fiscale consistant à baisser le taux d'imposition sur les grandes entreprises (de 31% à 20%<sup>1</sup>). Par ailleurs, alors que les inégalités sont criantes, que les hôpitaux manquent de moyens et que des personnes vivent toujours sous des tentes depuis le séisme d'Al Haouz, il y a deux ans, le gouvernement investit des montants inédits pour construire des stades de football en vue de la Coupe du monde 2030: 500 millions d'euros pour la construction d'un nouveau stade de 115 000 places à Benslimane, 340 millions pour un stade à Rabat<sup>2</sup>. Au total, le gouvernement prévoit de dépenser 5 milliards d'euros pour accueillir la compétition<sup>3</sup>.

**EXIGENCE DE SERVICES PUBLICS.** L'indignation consécutive à la mort des huit

femmes se propage sur les réseaux sociaux où apparaît une nouvelle page intitulée GenZ 212 (+212 étant l'indicatif téléphonique du Maroc). Un appel à manifester est lancé pour les 27 et 28 septembre. Les messages passent par l'application Discord avec plus de 200 000 membres. L'appel à la mobilisation sera suivi par des milliers de jeunes dans une dizaine de villes marocaines qui manifestent pacifiquement. Les revendications se focalisent sur une exigence de services publics au travers d'une réforme du système de santé et du système éducatif: «Nous ne voulons pas de la Coupe du monde, mais des hôpitaux.» L'accès au travail est également une préoccupation majeure dans un pays où 25% des 15-24 ans ne sont ni employé-e-s ni à l'école<sup>4</sup>.

**RÉPRESSION.** La réponse gouvernementale consistera en une vague d'interpellations violentes et de centaines d'arrestations dès le début des mobilisations. Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 octobre, des violences font trois morts par la police qui se dit «en état de légitime défense». Cela ne dissuade pas les manifestant-e-s qui décident, jour après jour, de la suite du mouvement: «Après chaque bilan de la journée sur Discord, on procède à un vote pour reconduire ou non le mouvement, et le vote de jeudi matin a donné plus de 80% de voix en faveur de la poursuite de la mobilisation.<sup>5</sup>» Pendant pratiquement deux semaines consécutives, la mobilisation va se poursuivre et intégrer la demande de démission du gouvernement.

Le mouvement se caractérise par sa liberté créative, une grande détermination, mais également par une méfiance à l'égard des partis politiques et appareils syndicaux – qui se montrent pour le moins timides dans leur soutien<sup>6</sup>. Il n'en reste pas moins que, par sens du rapport de force ou conviction, le mouvement ne

remet pas en cause la monarchie. Il est intervenu auprès du roi Mohammed VI et lui a transmis un mémorandum contenant ses revendications, parmi lesquelles la libération des manifestant-e-s emprisonné-e-s, une réforme constitutionnelle, des mesures contre la corruption ainsi que l'amélioration des services de santé et d'éducation. Il a ensuite été décidé de suspendre la mobilisation en attendant le discours de Mohammed VI. Ce dernier n'a fait aucune référence directe au mouvement, mais a demandé au gouvernement d'accélérer les réformes en matière de santé et d'éducation, tout comme de prioriser la «création d'emplois pour les jeunes».

**SUITE INCERTAINE.** Après le creux consécutif au discours, les débats ont fait rage dans le mouvement pour savoir quelle suite il convenait de donner à la mobilisation. Des appels au boycott ont été émis, sans en préciser la cible (les entreprises du chef du gouvernement ou les prochaines élections). Le 14 octobre, une tentative de relance a pris la forme d'appels à l'organisation de sit-in pacifiques dans les principales villes du pays. À l'heure où ces lignes sont écrites, il n'est pas possible de connaître le développement de ce mouvement, mais il est indéniable que son surgissement a représenté un choc politique au Maroc et que son existence même représente une lueur d'espoir. ■

<sup>1</sup> *Le Monde*, 12 octobre 2025.

<sup>2</sup> Omar Brouksy, «Maroc: les raisons de la colère», *Mediapart*, 4 octobre 2025.

<sup>3</sup> *Le Monde*, 4 juillet 2025.

<sup>4</sup> *Mediapart*, 29 septembre 2025.

<sup>5</sup> *Le Monde*, 3 octobre 2025.

<sup>6</sup> Marwan, «Répression étatique et silence des directions syndicales: le mouvement des jeunes a besoin du soutien de la classe ouvrière», disponible en ligne sur le site europe.solidaire.org.

## PRISE DE POSITION

# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC LA PALESTINE

COMMISSION LATINE DES RETRAITÉ-E-S

Lors de sa séance du 8 octobre dernier, la Commission latine des retraité-e-s a réitéré son soutien au peuple palestinien qui lutte pour son autodétermination et a déploré l'inaction d'Ignazio Cassis et du gouvernement suisse. Leur silence nous fait honte.

**DÉSINVESTISSEMENT.** Lors de la conférence fédérative du 15 mai, la délégation romande avait adopté une résolution qui demande que nos caisses de pensions se désinvestissent de toutes les obligations et actions placées en Israël et dans les Territoires occupés. Depuis, plusieurs régions du SSP se sont activées pour poser cette exigence et le Comité national va impulser une démarche similaire à l'égard de Publica et de la Suva.

**VIOLENCE POLICIÈRE.** La Commission latine dénonce les violences policières, notamment à Genève lors de la manifestation de soutien à la flottille du 2 octobre et à Lausanne le 18 septembre. Certain-e-s de nos membres et collègues étaient présent-e-s<sup>1</sup> et n'ont pu que constater la mise en danger des manifestant-e-s. Contrairement à l'image que donnent les médias, celles et ceux qui participent aux manifestations pro-palestiniennes depuis deux ans savent qu'elles sont pacifiques et avec un public très diversifié, les aîné-e-s côtoyant les jeunes et les familles. Ce sont les déploiements policiers disproportionnés et la mise en place d'une stratégie de la confrontation qui font monter la tension et aboutissent à des affrontements<sup>2</sup>. L'accord fragile négocié le week-end dernier est certes un espoir pour un avenir moins brutal, mais ce n'est pas la fin de l'occupation. Dans ce contexte international tendu, la Commission latine réaffirme la nécessité de défendre les libertés fondamentales de manifester et de faire grève, ainsi que le devoir pour notre syndicat de porter haut les couleurs de la solidarité internationale.

**VIVE LA FLOTTILLE!** Et c'est précisément cette solidarité internationale qui s'est incarnée dans l'initiative humanitaire et citoyenne de la flottille qui a tenté de briser le blocus qu'Israël a imposé à Gaza. La Commission latine des retraité-e-s a été indignée par l'inaction d'Ignazio Cassis et du gouvernement suisse dans cette affaire. Pire. La Suisse a facturé le rapatriement des militant-e-s pour Gaza au prétexte que le département les avait averti-e-s du danger. Or Israël a piétiné le droit international, alors que la flottille a agi conformément au droit et pacifiquement pour tenter d'acheminer des vivres à une population affamée.

**ENFANTS BLESSÉS.** La Suisse a annoncé qu'une vingtaine d'enfants et leurs familles seront accueilli-e-s dans nos hôpitaux pour y être soigné-e-s. La Commission latine salue cette initiative et considère que c'est un début et que la Suisse doit faire davantage. Selon l'OMS, au moins 4 000 enfants blessé-e-s ou malades sont en danger de mort et ont besoin d'être évacué-e-s. La bande de Gaza est dévastée et la quasi-totalité des hôpitaux détruits. Dans ce contexte, la Commission latine a été choquée du refus de la conseillère zurichoise UDC Natalie Rickli d'accueillir des enfants au Kinderspital, qui est un des plus grands hôpitaux pour enfants non seulement de Suisse, mais d'Europe. D'autres cantons – à ce jour Bâle, Genève, le Tessin et le Valais – ont heureusement annoncé leur disponibilité à accueillir et financer les soins des jeunes victimes. Espérons que ces enfants et leurs familles puissent rapidement rejoindre nos hôpitaux pour être pris-es en charge. ■

<sup>1</sup> Voir la chronique de Mathilde Mottet, «Les réels casseurs à la manifestation pour la flottille pour Gaza étaient les flics», *Blick*, 5 octobre 2025.

<sup>2</sup> La Commission latine des retraité-e-s s'est réunie avant les graves événements de samedi 11 octobre à Berne.